

La Cimade et l'accueil des réfugiés : 1939-1994

Colloque 6-7 mai 2010

L'inventaire et la mise à disposition des chercheurs des archives de la Cimade à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC) sont à l'origine de l'organisation du présent colloque. Ce fonds, d'une très grande richesse, permet d'aborder de manière documentée et concrète l'histoire de l'une des principales associations françaises, le *Comité Inter-Mouvement Après Des Evacués*, devenu Cimade – service œcuménique d'entraide, d'éclairer ses missions, son évolution structurelle, son positionnement au sein de l'environnement associatif et ses liens avec les interlocuteurs étatiques et les instances internationales. L'accueil des réfugiés correspond à un domaine d'action considérable de l'organisation dont les archives se font largement l'écho. Fondée en avril 1940 au sein des mouvements de jeunesse protestants pour venir en aide aux populations évacuées d'Alsace-Lorraine, la Cimade oriente ses activités après la défaite vers les camps d'internement mis en place par le régime de Vichy en zone sud, tout en s'engageant progressivement vers des actions de résistance dans le contexte de la proclamation des thèses du groupe de Pomeyrol. Après 1945, oeuvrant d'abord en faveur de la réconciliation franco-allemande, l'association élargit son domaine d'intervention à l'accueil des réfugiés et migrants selon des modalités d'action multiformes, associant accueil et assistance juridique, hébergement et aide à l'insertion/formation. Celles-ci connaissent au fil des décennies de notables évolutions qui demandent à être identifiées ou précisées : mise en résonances avec une chronologie des vagues de réfugiés et une géographie des flux migratoires ; effets d'une codification internationale du droit des réfugiés et de pratiques nationales du droit d'asile, du droit des immigrés et étrangers ; cadre historique général de la Guerre froide, de la décolonisation puis du développement des suds dans lesquels s'inscrivent les mobilisations, etc. La périodisation choisie invite enfin à mesurer la portée du tournant des années 1989-1994 dans l'application du statut des réfugiés de juillet 1951.

Un premier axe de questionnements s'articule autour de l'identité de la Cimade et de l'approche de la question de l'asile dans la définition de ses missions et modes d'intervention entre 1939 et 1994 : modalités d'une mission définie en termes de « solidarité active avec ceux qui souffrent, qui sont opprimés et exploités » et de défense des droits fondamentaux ; construction d'une « figure » du réfugié dans les discours et pratiques ; impact des représentations du monde et des nationalités d'origine des réfugiés (stéréotypes, débats internes et prises de positions officielles, analyse des causes de l'exil) ; explicitation d'une auto-identification comme « mouvement engagé » et non seulement comme association caritative et oscillations entre militantisme moral et réformisme moral ; poids et dimensions de l'ancrage au sein du protestantisme et de l'engagement spirituel ; rapport au politique entre participation critique, prise de parole et intervention dans le champ public, revendication de compétences (expertise militante) et attestation personnelle d'une souffrance humaine ; existence de sensibilités régionales et unité du mouvement ; évolutions des cadres et actifs de l'association (identité des équipier(e)s ; bénévolat et professionnalisation ; parcours d'engagement et formations spécifiques, etc.).

Un second axe peut être défini autour des modalités propres d'intervention qui ont correspondu aux différentes vagues de réfugiés de ces cinquante ans en articulation avec la politique de l'asile pratiquée par le gouvernement français et ses inflexions majeures : actions avant l'adoption du statut de 1951 qui mêlent évacués, réfugiés politiques et internés, personnes déplacées et candidats à une émigration secondaire transatlantique dans le contexte

de la guerre, du régime de l'Etat français, puis des vastes mouvements européens de populations forcés ou volontaires encadrés par les armées d'occupation, l'UNRRA et par l'OIR qui lui succède pour un temps ; accueil des réfugiés de la Guerre froide dans les années cinquante (Hongrois, Bulgares, Russes, Roumains et Yougoslaves) avec une mobilisation particulière en faveur des réfugiés hongrois de 1956 et la mise en place d'une structure spécifique ; mobilisation en faveur des réfugiés extra-européens des colonies et protectorats français dès 1954 (actions en faveur des rapatriés d'Algérie), puis extension dans les deux décennies suivantes à des groupes plus diversifiés de réfugiés d'Afrique et d'Amérique latine ; articulation et tensions avec l'action menée en faveur des migrants notamment dans les années 70 ; mobilisations ponctuelles lors de crises politiques provoquant exode ou situations d'urgences humanitaires ; identification des formes concrètes d'intervention et d'une spécialisation notamment dans le domaine de l'expertise juridique ou des conditions du maintien d'une approche « globale » de l'accueil ; diversité des mobilisations à l'échelle régionale dans la perspective d'une micro-histoire d'une politique d'accueil : lieux d'hébergement, lieux de vie et de mobilisations politiques et sociales (Sucy, Massy, Nanterre, etc.), relations avec les collectivités et la société locales.

Un dernier axe d'interrogations peut être orienté autour de la question de la « diplomatie » et des réseaux de la Cimade qui interagissent dans la nature et l'évolution du répertoire d'action mais également dans l'identité de la structure notamment sous l'influence de la gestion des prérogatives publiques et de l'expertise (subventions et contrats) : coopération avec les pouvoirs publics français et impact sur un rôle para-institutionnel de l'association dans certains domaines ; effets des financements publics nationaux ou internationaux (UNHCR, USEP, ICEM, FIEU) et de la contractualisation sur la professionnalisation des cadres associatifs et sur les mobilisations dans le champ public ; collaboration avec d'autres associations et fédérations chrétienne ou laïque : Eglise réformiste de France, Eglise orthodoxe de France, Fédération des Eglises évangéliques baptistes de France, Fédération protestante de France ; Conseil œcuménique des Eglises, YMCA, CICARWS ; Comité de Nîmes, FTDA, Gisti, mouvement des Asti, Mrap, Coordination réfugiés, etc.

En dégagant une périodisation des modes d'actions, des générations d'acteurs et des modalités opératoires spécifiques, l'approche historique de ce colloque peut permettre d'investir avec profit les questionnements actuels sur le monde associatif militant : investissement du terrain juridique, dynamique associative et professionnalisation, identification de l'expertise militante, effets des partenariats avec les pouvoirs publics et de la contractualisation de domaines d'intervention ou encore usages de l'histoire et des mémoires fondatrices.

Les propositions de communication sont à envoyer avant le **26 juin 2009**. La langue de travail du colloque est le français. Une présentation analytique de l'inventaire des archives est jointe à cet appel et l'inventaire définitif sera prochainement disponible sur le site de la BDIC.

Marianne Amar (Cité nationale de l'histoire de l'immigration) : marianne.amar@histoire-immigration.fr

Geneviève Dreyfus-Armand (Bibliothèque de documentation internationale contemporaine) : Genevieve.Dreyfus-Armand@bdic.fr

Dzovinar Kévonian (ISP, Université Paris-Ouest Nanterre La Défense) : kevonian.dzovinar@wanadoo.fr

Bibliographie indicative :

- Agneray Marie-Ange, *L'action du secours quaker dans le sud-est de la France, 1939-1945*, mémoire de maîtrise d'histoire, Université de Toulouse Le Mirail, 2004.
- Attou Khédidja, *Une lente conversion : les transformations du répertoire d'action de la Cimade Languedoc-Roussillon (1989-1999)*, Thèse de droit, Univ. Montpellier I, dir. M. Miaille, 2007, 495 p.
- Barot Madeleine, « La Cimade et le rôle des organisations internationales de jeunesse », *Les protestants français pendant la Seconde Guerre mondiale*, Actes du colloque de Paris, Ed. SHPH, 1994.
- Barot Madeleine, « Les camps d'internement de la zone sud, 1940-1944, DE MONTCLOS Xavier et al. (dir.), *Eglises et chrétiens dans la Seconde Guerre mondiale, vol. 2, la France*, Actes du colloque de janvier 1978, PUL, 1982, pp. 293-303.
- Bréchon Pierre, Duriez Bruno, Ion Jacques, *Religion et action dans l'espace public*, Paris, L'Harmattan, 2000, 301 p.
- Deverine Claire, *L'exil chilien à Lyon : comités de soutien et réorganisation de la résistance, 1973-1981*, mémoire de maîtrise, dir. L. Douzou, Université de Lyon II, 1999, 101 p.
- Drahy Jérôme, *Le droit contre l'Etat : droit et défense associative des étrangers, l'exemple de la CIMADE*, Paris, L'Harmattan, 2004, 370 p. texte remanié d'un mémoire de DEA en sociologie du droit, Paris-II, 2003.
- Fischer Nicolas, *La rétention administrative dans l'Etat de droit. Genèse et pratique du contrôle de l'enfermement des étrangers en instance d'éloignement du territoire dans la France contemporaine*, Thèse IEP Paris, dir. M. Sadoun, 2007, 614 p.
- Franguiadakis Spyros, Jaillardon Edith, Belkis Dominique, *En quête d'asile. Aide associative et accès au(x) droit(s)*, Paris, LGDJ, 2004, 287 p.
- Gerdes Uta, *Okumenische Solidarität mit christlichen und jüdischen Verfolgten : die CIMADE in Vichy-Frankreich 1940-1944*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 2005, 380 p. dissert. Berlin, Freie Univ., 2003.
- Greer Costecalde Valérie, *L'apport de la Cimade aux problèmes des demandeurs d'asile en France*, University of Ulster, Faculty of Humanities, 2003.
- Guillemoles Alain, Domon Arlette, « Aux origines de la Cimade », numéro spécial de *Cimade Information*, juillet-août 1990, 45 p.
- Jaradé Thibault-Youssef, *La Cimade et le champ politique : du dépassement de la logique caritative à l'institutionnalisation*, Grenoble, IEP, 2002, mémoire, 129 p.
- Lacoste Graciela, *La solidarité aux réfugiés politiques chiliens : la mobilisation des ONG, des syndicats et des municipalités, 1973-1984*, mémoire de maîtrise, Université de Paris-I, dir. J.L. Robert, M. Dreyfus, 1999, 185 p.
- Laharie Claude, *Le camp de Gurs, 1939-1945. Un aspect méconnu de l'histoire du Béarn*, Pau, Infocompo, 1985, 397 p.
- Laville Jean-Louis, Sainsaulieu Renaud, *Sociologie de l'association. Des organisations à l'épreuve du changement social*, Desclée de Brouwer, 1997.
- Marcos Claire, *La professionnalisation du militantisme associatif : l'exemple de la CIMADE, service oecuménique d'entraide*, Mémoire DEA, Paris-I, dir. M. Offerlé, 2003, 209 p.
- Massé Jean-Pierre, « L'institutionnalisation de l'accueil : vers une gestion collective des réfugiés », *Les réfugiés en France et en Europe, quarante ans d'application de la Convention de Genève*, Actes du colloque organisé à l'initiative de l'OFPPA les 11-13 juin 1992, décembre 1993, pp. 366-379.

- Massé Jean-Pierre, « Genèse et institutionnalisation du dispositif d'accueil des réfugiés politiques en France », *Cahiers de la sécurité intérieure*, 45, 2001, pp. 45-68.
- Merle d'Aubigné Jeanne et al., *Les clandestins de Dieu, Cimade 1939-1945*, Labor et Fides, Genève, 1989, 221 p.
- Perthuis Valérie, *Le sauvetage des enfants juifs de Vénissieux : le 26 août 1942*, Lyon, ed. lyonnaises d'art et d'histoire, 1997, 126 p.
- Razon Boris, *De la résistance spirituelle à l'engagement : le Comité Inter Mouvement auprès des évacués (CIMADE), face à la Seconde Guerre mondiale en France*, mémoire de maîtrise d'histoire, dir. M. Dreyfus, Université de Paris-I, 1998, 284 p.
- Siméant Johanna, *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998, thèse IEP, 1995.
- Siméant Johanna, « Entrer, rester en humanitaire. Des fondateurs de Médecins sans frontières aux membres actuels des ONG françaises », *Revue française de science politique*, vol. 51, n°1-2, 2001, pp. 47-72.
- Siméant Johanna, « Urgence et développement, professionnalisation et militantisme dans l'humanitaire », *Mots*, n°65, mars 2001, pp. 28-50.
- Siméant Johanna, DAUVIN Pascal (dir.), *O.N.G. et humanitaire*, Paris, L'Harmattan, 2004, 276 p.
- Siméon Frédéric, *La Cimade et l'Amérique latine*, mémoire de maîtrise, Université de Paris-I, dir. M. Dreyfus, 1998, 150 p.
- Sommier Isabelle, Crettiez Xavier, *La France rebelle*, Paris, Michalon, 2002.
- Suire Thierry, *Les protestants dans le Gard face au régime de Vichy*, Paris, C. Lacour, 1999, 221 p.
- Zellouma Henia, *Les bidonvilles de Nanterre en 1961*, mémoire de maîtrise d'histoire, Université de Paris VII, 2002.

Analyse de l'inventaire et pistes de travail

Secrétariat général

- Chronos détaillées 1962-1965 + Bureau d'Alger 1962-1966 sous le SG Jacques Beaumont.
- Relations avec les organismes œcuméniques et les Eglises étrangères : Conseil œcuménique 1942-1960, YMCA 1941-1955.
- Participation au protestantisme français 1945-1987.
- Soutien aux détenus guerre d'Algérie
- Insertion
- Alphabétisation et formation : FAS
- Réfugiés et migrants généralités ; collaboration avec la CICARWS et le conseil œcuménique (1946-1974) ; migrants années 60-70.
- Suivi et gestion des foyers d'accueil.
- Actions auprès des migrants et réfugiés classés par pays d'origine. Rien pour 1945-1950.
 - Années 1950 : indochinois 1954-1968 ; Hongrois 1952-1959 ; Bulgares 1953-1960 ; Russes 1953-1957 ; Roumains 1956 ; Algériens et rapatriés 1956-1969 ; Yougoslavie 1956-1958 ; Marocains 1957-1974 ; Tunisiens 1957-1983 ; Espagnols 1958-1977 ;
 - Années 1960 : Mauriciens 1960-1975 ; Angolais 1961-1968 ; Congolais 1962-1986 ; Jeunes Africains 1964-1965 ; Vietnamiens 1964-1968 ; Maliens 1965-1968 ; Tibétains 1965-1969 ; Réfugiés d'Amérique latine 1965-1975 ; Haïtiens 1967 ; Rwandais 1968 ;
 - Années 1970 : Grecs 1970-1974 ; Djiboutiens 1972-1987 ; Iraniens 1972-1976 ; Dominicains et Saint-Domingue 1973-1987 ; Chiliens 1973-1984 ; Basques 1975-1978 ;

- Actions développement et droits de l'homme, relations internationales. Rien pour 1945-1950.
 - Années 1950 : Chine 1950 ; Libéria 1954 ; Togo 1954-1955 ; AOF 1954-1957 ; Pologne 1957 ; Madagascar 1958 ;
 - Années 1960 : Ouganda 1964 ; Afrique du Sud 1966-1983 ; Cameroun 1966-1969 ; Paraguay 1967 ; Jordanie 1967-1969 ; Nigéria (Biafra) 1967-1970 ; Vietnam 1967-1971 ; Djibouti 1967-1976 ; Palestine 1967-1988 ; Laos 1968-1969 ;
 - Années 1970 : Pakistan 1970-1971 ; Bangladesh 1971-1974 ; Rhodésie 1972-1975 ; Haute-Volta 1973 ; Tanzanie 1973 ; Turquie 1973 ; Algérie 1973-1977 ; Mozambique 1974 ; Brésil 1974-1976 ; Bulgarie 1977 ; Liban 1977-1978 ;
 - Années 1980 : Afghanistan 1981 ; Salvador 1981-1987 ; Nlle Calédonie 1987-1988 ;
 - Années 1990 : Bénin 1990-1991 ; Yougoslavie 1992-1994 ; Burundi 1993-1994 ; Rwanda 1994-1995 ; Haïti 1994-1996 ;
- Lutte contre le racisme. Actions et correspondances pour les années 1978-1986.

Service Information et communication

Créé en 1970 : publie *Cimade Information* (1972-1994) puis *Causes communes*. Informe sur les actions en général et certaines campagnes en faveur des réfugiés. On y trouve des revues de presse, communications, organisations de manifestation, relation avec les médias, présentations diverses de la CIMADE, de son histoire et de ses activités depuis les années 50 ; à noter un bulletin d'information en 1946-1948 + un fond iconographique plus ou moins bien identifié.

En vérité, cette partie du fond apporte un complément de documentation à chaque intervention concernant les réfugiés, les migrants, les actions de développement et les actions internationales DDH. Idem pour la participation au protestantisme français et étranger.

Accueil des réfugiés et des migrants.

Cette orientation de l'action de la Cimade est considérable. Des services et départements différents se sont succédés, ont été unifiés, ont été divisés ou ont subi diverses recompositions. Ceci donne une première impression de confusion. L'ensemble des divisions VI à XVI de la description du fonds d'archive est concerné. Si l'on tente d'établir une chronologie des structures, on obtient :

- 1948-années 70 : Service Réception. S'occupe au départ sous le nom générique de « Département étrangers » de la prise en charge de l'accueil et de l'orientation des Espagnols, réfugiés apatrides d'Europe centrale, des Pays baltes. Accueil concret dans des dortoirs avec un financement de l'IRO. Cette aide prend fin en 1950 car le SSAE prend en charge le service social des réfugiés en France. Réactivé entre 1956 et 1959 sous le nom de « Service Réception-Intégration » en raison de l'arrivée massive des Hongrois. En 1959, Réception et Intégration sont scindés. Le Service Réception devient un « service d'orientation » dans la prise en charge des demandes. Cependant, du point de vue des archives, le contenu est faible ; documents et dossiers probablement reversés dans les autres services. A partir des années 70, voir « Services Réfugiés, Accueil ».

- 1952-1988 : Service Emigration. Jusqu'en 1979, il s'agit d'une simple délégation du bureau de l'émigration du Conseil œcuménique des Eglises. Ce statut disparaît en 1979 mais le service perdure. Ce service s'occupe des demandes et instruit les dossiers des candidats à l'émigration aux EU, au Canada et en Australie. Action en coopération avec l'ICEM (Comité intergouvernemental pour les migrations européennes) et l'USEP (United States Escapee Program). Le Conseil œcuménique des Eglises a en effet une convention avec le gouvernement américain. Du point de vue des archives, on trouve les correspondances avec

les institutions concernées ainsi que les dossiers individuels des demandeurs classés par pays, chronologiquement et alphabétiquement ensuite.

- 1956-1959 : Service hongrois. Une unité documentaire seulement pour ce service provisoire. Voir également les autres services.

- 1958-1977 : Service Immigration. La fonction principale de ce service est d'aider à la venue de réfugiés en France en association avec l'ICEM et en liaison avec les services publics et destiné à approvisionner le marché du travail en France : centralisation des demandes d'emplois, de logements, obtention des visas qui arrivent par le Conseil œcuménique des Eglises. Le plus gros de l'action entre 1952 et 1965. Dans les archives, on trouve les dossiers individuels des candidats à l'immigration, d'aide sociale classés par ordre alphabétique, et les correspondances ou documents concernant l'accueil de ces migrants classés par origine. A partir des années 70, voir « Services Réfugiés-Accueil ».

- 1959- ?? : Service Intégration : document le plus récent date de 1970. A partir des années 70, voir « Services Réfugiés-Accueil ». Ce service se charge de l'installation des réfugiés en France à partir des fonds de l'USEP, de l'UNHCR ou de diverses églises : construction ou location de logements, ameublement, bourses d'études. Les archives concernent les correspondances institutionnelles et l'accueil avec un classement par pays de la correspondance et des fiches de renseignement individuels pour : Rapatriés d'Algérie, étudiants angolais, Hongrois, Pakistanais, Tchécoslovaques et géorgiens (années 1962-1969).

- 1959-1969 : Service Nord-africains. Ce service s'est essentiellement occupé des Algériens. Mais pour avoir une vision complète de l'action de la Cimade notamment pour les années antérieures, il faut également regarder dans les actions des postes de Marseille, Paris et Lyon à partir de 1956. Deux types d'intervention : visites dans les camps d'assignation et de regroupement ; action sociale d'alphabétisation, de formation et de recherche de travail + colonies de vacances. Ouverture de 6 postes en Algérie entre 1957 et 1966. Après 1962, action en Algérie par le biais du Comité chrétien de solidarité en Algérie (émanation du Conseil œcuménique des Eglises). + entre 1963 et 1965 actions sociales en faveur des Harkis dans les camps en France.

- 1963-1969 : Service des travailleurs et étudiants africains. Chargé de l'aide aux travailleurs noirs africains de la région parisienne.

- 1965-1968 : Service portugais. Chargé de l'accueil des Angolais, Portugais déserteurs et brésiliens + les Grecs la dernière année. Essentiellement de la correspondance.

- 1968-1996 : Services Réfugiés, Accueil. Nouvelle forme d'organisation concernant les réfugiés mais qui comprend également des documents concernant les migrants. Prend le relais des services Immigration, Réception et Intégration à la fin des années 60 mais comprend au vu de l'inventaire des documents qui remontent aux années 50 (notamment pour les dossiers individuels). Constitué de plusieurs services qui se succèdent ou se modifient durant ces trente années : pré-accueil et orientation des demandeurs, aide à la régularisation et conseil juridique pour les réfugiés mais également de défense des droits des immigrés puis des étrangers, aide et insertion sociale. On a des documents qui relèvent :

- des activités générales des services, rapports et chronos, comptes-rendus de réunions, correspondance ;

- des relations avec les institutions publiques (police, OFPRA, gvt) entre 1981 et 1984, le Conseil œcuménique des Eglises et églises étrangères pour les années 60 et 70, les organismes de soutien aux migrants internationaux et nationaux des années 70-90.

- de la défense du droit d'asile entre 1976 et 1986.

- les documents concernant les suivis individuels avec les fiches de renseignements individuelles remplies lors du pré-accueil : remontent jusqu'en 1955. Ensuite les dossiers proprement dits qui sont classés tantôt par origine tantôt par année.

- les documents concernant l'aide sociale ou financière : bénéficiaires des aides, formes d'aide (aide à la location ou au logement) ;

- des documents concernant les suivis individuels classés par continent et pays d'origine. Tous les dossiers individuels des réfugiés des années 70-80 sont apparemment là. Attention : cela remonte parfois jusqu'aux années 60.

- 1981-1984: Département Immigrés : Département ayant une courte durée de vie : et qui concerne l'accueil et la défense des droits des immigrés.

- 1984-1991 : Département Etrangers : Département créé en 1984 qui assure la direction des services s'occupant des réfugiés et des immigrés. Dans cette partie du fond : uniquement les archives de la direction. Concerne les années 80 et les orientations générales, certaines relations institutionnelles ou associatives et des aides diverses.

Formation et insertion :

- 1966-1999 : Service Orientation des étudiants qui prend au milieu des années 70 le nom de Service Bourses. Dispense des aides destinées à la formation des réfugiés (étudiants, intellectuels et enseignants). Ce service prend une dimension nouvelle en 1973 et ce jusqu'en 1980 car la Cimade devient la représentante en France du FIEU (Fonds international d'échanges universitaires), financé par les gouvernements canadien et suédois. Egalement des financements de bourses par divers organismes caritatifs à caractère religieux. On a donc en dehors des documents généraux, la correspondance et les accords avec les organismes dispensateurs de bourses, les dossiers de suivi individuel des boursiers, dossiers individuels de demandes, les fiches nominatives par continent puis par pays d'origine.

- 1977- 1983 : Service Alphabétisation : Service formellement créé en 1977 mais dans le corpus on trouve également des références aux années 1968 à 1976. A fonctionné en grande partie avec les subventions du FAS (Fonds d'action sociale).

- 1979- : Services Economique et culturel qui prend le nom de Service Insertion en 1987. Questions de formation professionnelle, d'alphabétisation des migrants (réfugiés et immigrés) ; instruction des dossiers pour l'attribution des bourses FILOR (Fonds d'installation locale pour les réfugiés). Cours de français financés par l'UNHCR, le MAE, le SSAE. La partie « insertion » du fonds comprend les documents de mise en œuvre des projets dans les postes locaux en France (années 1980). Des projets spécifiques auprès des femmes (années 1980). Une partie spécifique du fonds consacrée au FILOR (1972-1987).

- 1990- : Service Formation : devenu service autonome à partir de 1990 : adaptation linguistique et formation des réfugiés.

Assistance matérielle :

- 1946-1970 : Service Goods et vestiaire : le vestiaire (distribution de vêtements) fonctionne de 1946 à 1969 et le service Goods (distribution d'aide alimentaire et habits) de 1951 à 1970. Les dons viennent du Church World Service américain. Distribué aux réfugiés nécessiteux de Paris et aux libérés de prison. La Cimade coordonne également le Comité Self Help (coordination de ces aides) entre 1955 et 1970.

- 1955-1973 : Service artisanat : aide à l'exposition-vente des réalisations de réfugiés. Petit fonds.

- 1976-1988 : Service remboursement des prêts de voyage et logement pour les réfugiés. Gestion de prêts aux réfugiés par le biais de l'ICEM (Intergovernmental Committee for European Migration) et de l'UNHCR.

Enfermement :

- 1940-1945 : Actions dans les camps d'internement.

- 1946-1975 : Service Prisons. D'abord auprès des prisonniers de guerre allemands et civils allemands internés ou collaborateurs des camps puis prisonniers en général avec action particulière auprès des réfugiés. Visite de détenus, à leurs familles, aides aux libérés (trouver un logement ou un travail). A partir de 1960, orientation vers les détenus politiques (dont assignés en résidence de la guerre d'Algérie). Participation à partir de 1971 au GIP (Groupe d'information Prisons).

- 1984-1999 : Défense des étrangers reconduits. Service qui s'occupe des étrangers maintenus dans les centres de rétention administrative. Chronos du service quasi complet. Fonds sur la gestion du service, le suivi des équipes dans les centres de rétention, le suivi des interventions auprès des reconduits (par centre, par dossiers individuels/liste alphabétique). Interventions également dans les prisons et contrôle judiciaire des prévenus étrangers (1984-1995).

International – Développement.

- 1967 - : Service développement. Créé dans le cadre de la réorientation de la campagne mondiale contre la faim. Création en association avec le CCFD (Comité catholique contre la faim et pour le développement) du CIDEV (Centre d'information pour le développement) : diffusion d'informations sur le développement et partenariats dans le « tiers-monde » comme sources d'information. A partir de 1971, cela devient un partenariat actif : orientation et actions avec la création du BOD (Bureau œcuménique de développement). Jusqu'au milieu des années 1970, envois d'expatriés dans les PVD puis orientation vers un suivi et encadrement de projets locaux ou des projets mis sur pieds par des associations créés dans les pays d'immigration. Documents du service, projets divers, actions en Amérique latine, actions classées par pays. Liban/Palestine ? Mentionné dans la fiche de présentation synoptique mais n'apparaît pas ds l'inventaire.

- 1975 – 1990 : Service droits de l'homme. Créé en collaboration avec le Conseil œcuménique des églises. Essentiellement orienté vers l'étranger. Intégré entre 1982 et 1984 au département étrangers. Petit fonds, surtout Amérique latine.

- 1990 – 1996 : Service Femmes. Actions spécifiques menées au sein du service développement jusqu'en 1990 puis intégrées ds les années 1990 dans un service spécifique. Il y a par exemple les registres téléphoniques du service femmes, collaboration avec des associations de femmes immigrées, insertion au féminin, organisation de journées d'études, université populaire féminine intergénérationnelle, projets divers.

- 1990 - : Service Solidarités internationales. Mène des actions de développement et défense des droits de l'homme. Jusqu'en 1999 a en charge l'attribution de bourses d'études. Attention : des incursions dans les années 70-80 sur certains projets de développement ou DDH. Relations et communication avec les réseaux associatifs, dossiers des projets classés par pays et date. L'essentiel sur les années 90.

Implantations locales.

- 1939 – 1949 : Baraques. 18 baraques sont installées à la fin de la guerre : action sociale et évangélisation des équipiers. Surtout NO et NE de la France.

- 1947 - : Postes. peu de choses dans l'inventaire alors que la description synoptique fait état de multiples postes ouverts d'abord en Allemagne dans les années 1947-1959 pour œuvrer à la réconciliation franco-allemande, poste de Marseille à partir de 1956 pour enfants et femmes algériennes, poste dans le bidonville du camp du Grand Arénas (1958-1969), poste de Lyon à partir de 1963, postes de Saint-Denis et Nanterre (1967-1976), postes de Noyant d'Allier et Saint-Livrade (1961-1973) pour les réfugiés indochinois, poste de Strasbourg (1970), de Montbéliard (1982), Montpellier (1984), Toulouse (1988), Lille (1990). Autour de ces postes, les réseaux des paroisses protestantes locales.

- 1942 - : Foyers. Des maisons ou foyers pour certains provisoire notamment à la fin de la guerre qui hébergent réfugiés et apatrides. Le premier est celui de Chambon sur Lignon (1942-1944). C'est ici que l'on trouve les sites mentionnés dans la description synoptique pour l'Allemagne des années 1950. Va essentiellement jusqu'à la fin des années 60. Les maisons de retraite de Cannes, Saint-Raphaël et Le Perreux citées dans la description n'apparaissent pas dans l'inventaire.

- 1946 – 1971 : Aumônerie. Décalage entre la description synoptique et l'inventaire. Petit fond.

- 1955 – 1982 : Centre d'ophtalmologie de Bopp à Dakar. Créé par la Cimade : dispensaire médical et action socio-éducative.